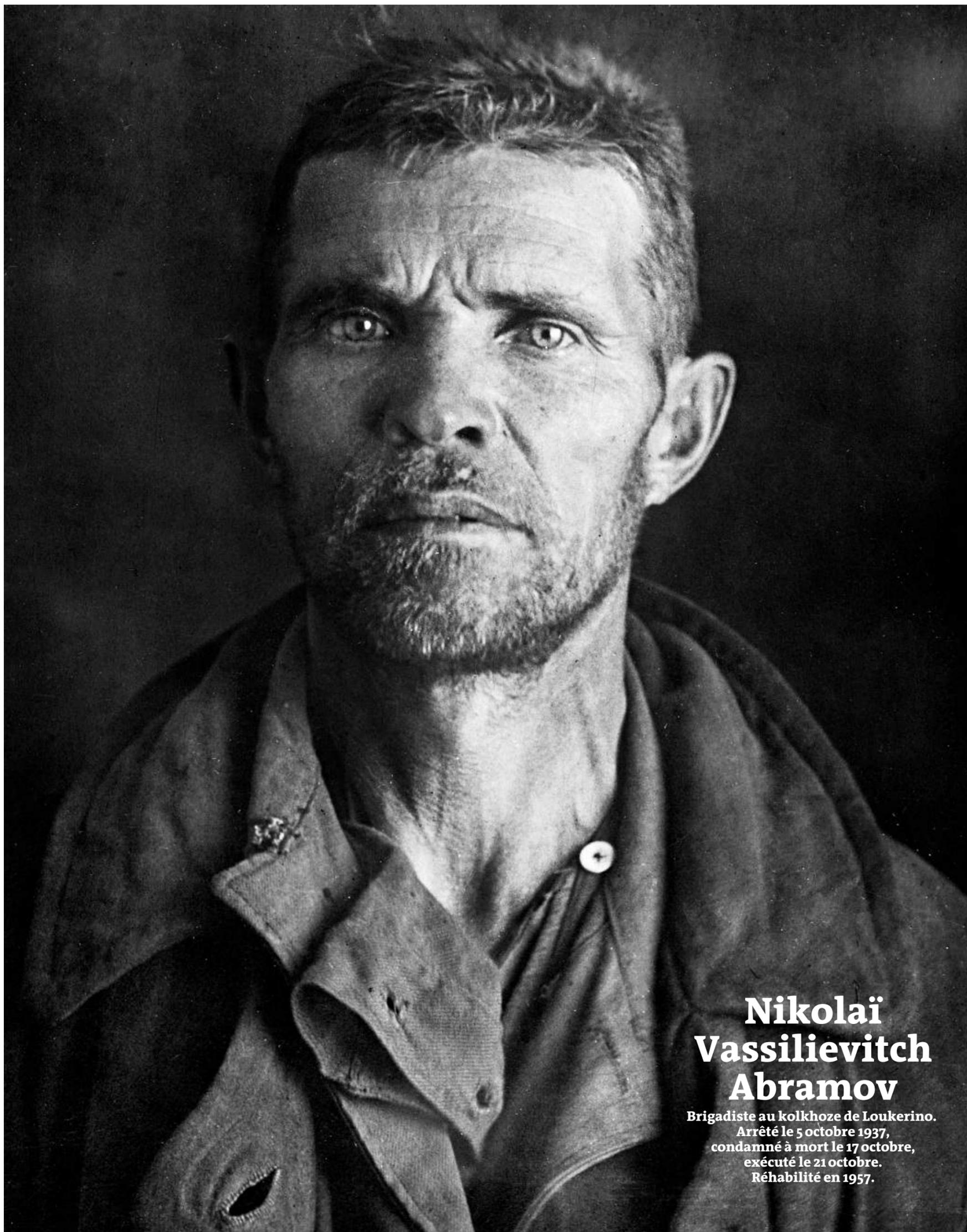


Le Monde

LA GRANDE TERREUR



**Nikolai
Vassilievitch
Abramov**

Brigadiste au kolkhoze de Loukerino.
Arrêté le 5 octobre 1937,
condamné à mort le 17 octobre,
exécuté le 21 octobre.
Réhabilité en 1957.

A l'occasion des soixante ans de la mort de Staline (le 5 mars 1953), « Le Monde » revient sur la Grande Terreur – 750 000 Soviétiques exécutés et 800 000 autres envoyés au goulag entre 1937 et 1938 – et reproduit des extraits d'un livre événement, réalisé à partir d'archives d'Etat et des photographies du Polonais Tomasz Kizny

Le martyr de Gavriil Bogdanov

Ce paysan père de famille, condamné à l'exil lors de la collectivisation des terres, était devenu ouvrier à Moscou. Fusillé pour avoir critiqué le régime, il fut l'une des premières victimes de la Grande Terreur, qui allait tuer 1 600 personnes par jour pendant quinze mois

MARIE JÉGO

Moscou
Correspondante

C'est un cliché sorti des archives de la police politique soviétique, un portrait de face, façon « criminel », pris par des bourreaux scrupuleux. Gavriil Bogdanov est l'un des milliers d'hommes et de femmes photographiés à la veille de leur exécution lors de la Grande Terreur stalinienne (1937-1938). Simple routine : avant de braquer son pistolet sur la nuque du condamné, le bourreau était prié de vérifier son identité à l'aide de la photographie.

Depuis près de trois quarts de siècle, dossiers et photos étaient enfouis aux archives de l'ex-police secrète. Avec l'aide de l'association russe Memorial, gardienne de la mémoire des années terribles, le photographe polonais Tomasz Kizny a redonné vie à ces clichés en les rassemblant dans un livre, *La Grande Terreur en URSS 1937-1938*.

Avec force documents et récits, Tomasz Kizny, en coopération avec Dominique Roynette, raconte de manière fouillée cette période terrible de l'histoire du XX^e siècle, ce crime de masse qui choqua aussi bien par son ampleur que par le secret qui l'entoura jusqu'à l'effondrement de l'Union soviétique en 1991.

L'homme au crâne rasé qui fait face à l'objectif, le regard intense, un rien défiant, ignore qu'il lui reste huit jours à vivre. Arrêté le 8 août 1937 par le NKVD (la police politique de Staline) dans son village d'Aminevo, à l'ouest de Moscou, Gavriil Bogdanov, 49 ans, paysan à l'origine, devenu ouvrier et père de trois enfants, ne pouvait pas savoir qu'il figurait dans la catégorie des personnes à fusiller en priorité.

Comment l'aurait-il su ? L'ordre opérationnel du NKVD n° 00447 du 30 juillet 1937, qui ordonnait la liquidation des « ennemis du pouvoir soviétique » et marquait le lancement des répressions de masse, était secret. Tout comme les condamnations à mort. Les tribunaux d'exception ne devaient en aucun cas annoncer le verdict.

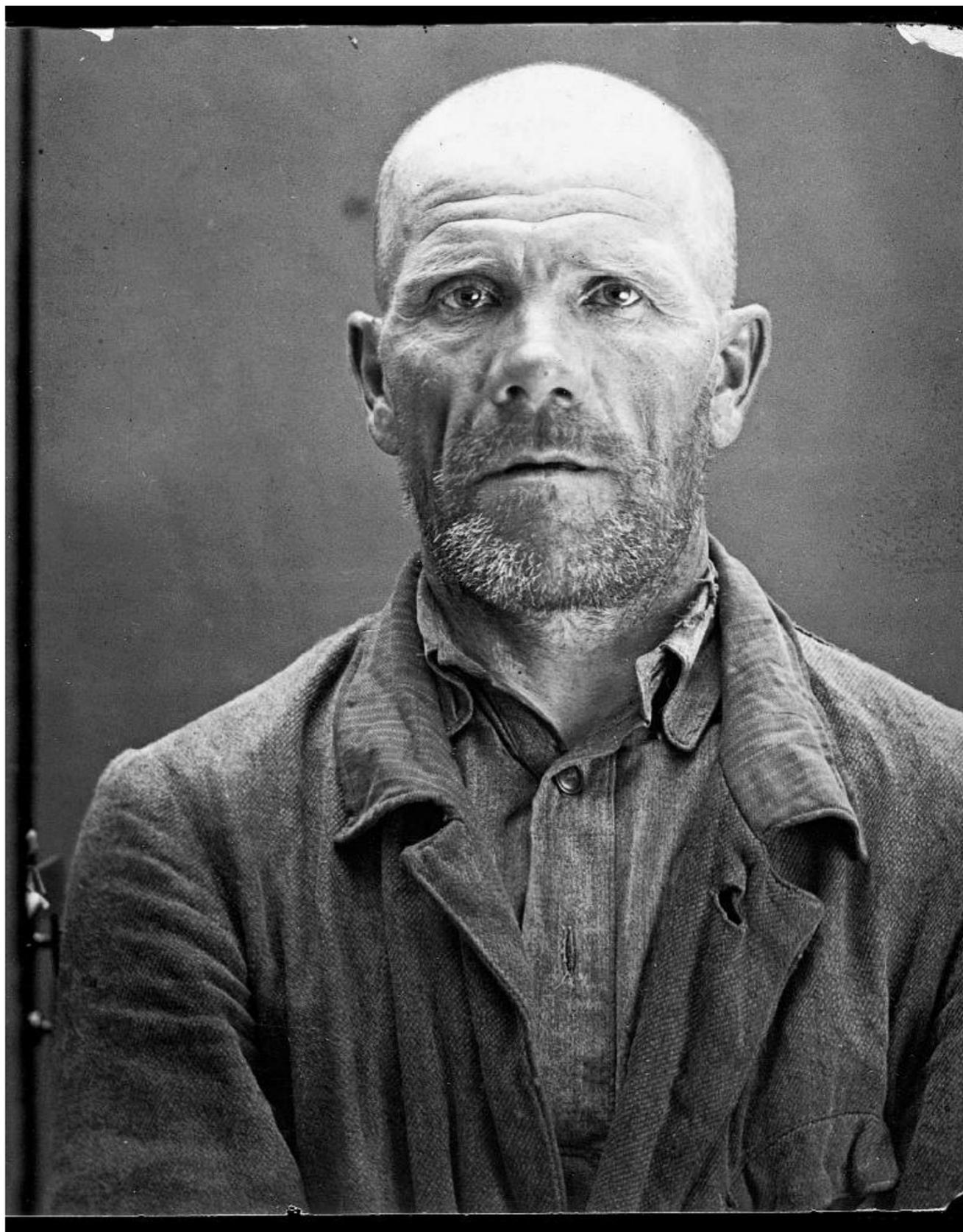
Tout était fait pour faciliter le travail ultime du bourreau. Pas question de laisser le moindre grain de sable – une révolte malvenue, des cris, des pleurs – lui compliquer la tâche. « Ne pas prononcer les jugements aux condamnés de la première catégorie [les condamnés à mort]. Je répète, ne pas les prononcer », ordonne par écrit Mikhaïl Frinovski, l'un des instigateurs de la Grande Terreur, à tous les chefs de sections du NKVD, le 8 août 1937.

Le dossier de Gavriil Bogdanov est désespérément vide. L'homme est sans parti, il n'a jamais été membre d'une bande armée, il n'est qu'un modeste paysan des environs de la capitale qui a trouvé du travail comme ouvrier dans un dépôt d'autobus de Moscou. Son passé d'ancien koulak, du nom de ces paysans réfractaires à la collectivisation des terres imposée par Stali-

ne en 1930, lui a déjà valu deux condamnations à l'exil au Kazakhstan, en 1931 et 1932. Son crime ? Il possédait, en commun avec son frère Mikhaïl, une maison, un cheval et une vache. Mais c'est de l'histoire ancienne, puisqu'il a été amnistié en 1933.

Gavriil est loin de se douter qu'il a été dénoncé par deux de ses voisins. Quelques critiques bien senties à l'adresse du pouvoir soviétique, lâchées imprudemment lors d'une conversation autour d'un verre, ont eu tôt fait d'attirer chez lui à l'aube le panier à salade du NKVD, le « corbeau noir », comme on disait à l'époque.

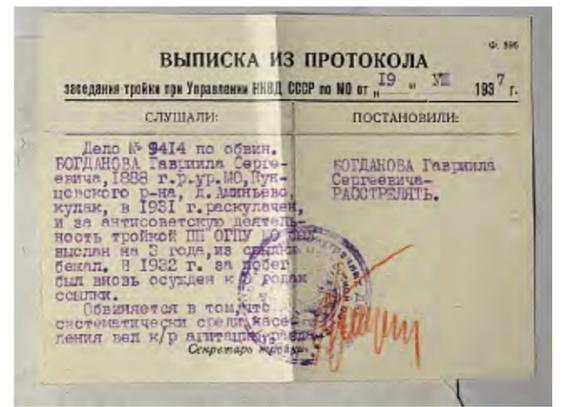
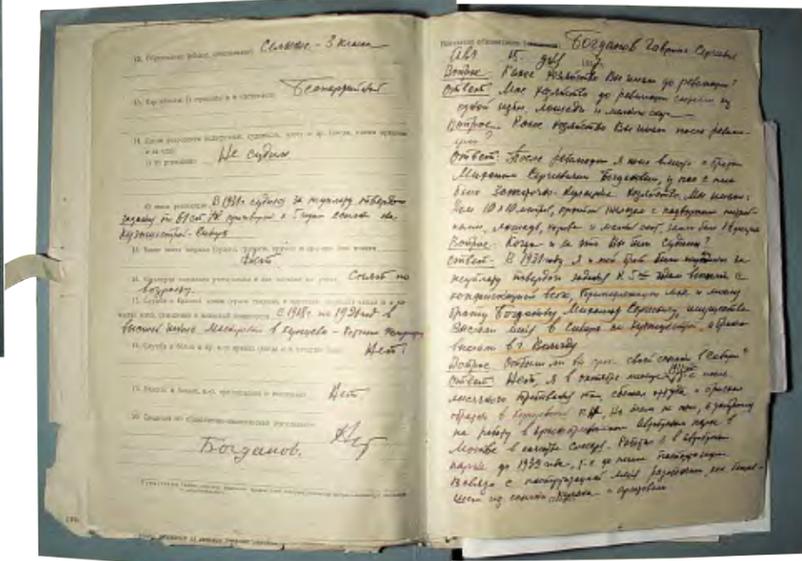
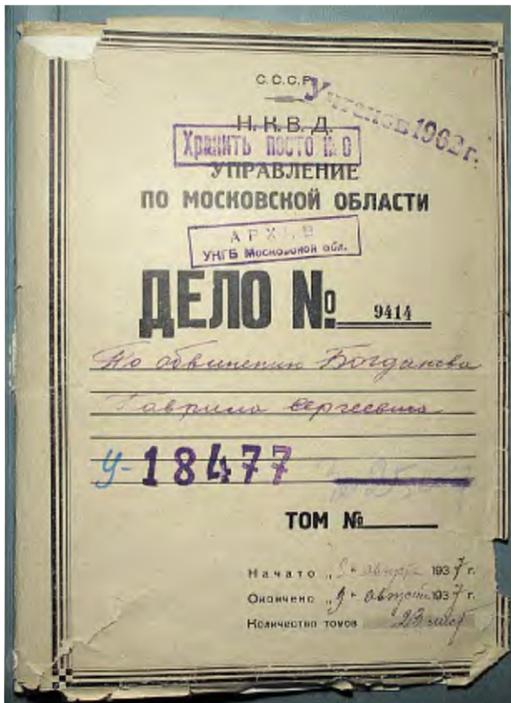
Le 8 août, le père de famille est embarqué. Sa femme et ses enfants ne le verront plus jamais. Reconnu coupable de « propagande contre-révolutionnaire » et de « calomnie du pouvoir soviétique », il est jugé par une troïka (trois représentants de



l'Etat : police, sécurité, Parti communiste), le 19 août 1937. Le verdict tient en un mot tapé à la machine, en grosses lettres, sur un formulaire sommaire : « FUSILLER ».

Le lendemain, 20 août 1937, Gavriil Bogdanov, qui n'a fait aucun aveu, est exécuté par balles sur le « polygone » (la zone de mise à mort) de Boutovo, près de Moscou, en même temps que 134 autres condamnés. La machine de la Grande Terreur est lancée. En quinze mois, de juillet 1937 à novembre 1938, 725 000 personnes seront exécutées, soit 1 600 par jour.

Sur tout le territoire de l'URSS, de l'Ukraine à Vladivostok, de la Carélie à la Kolyma, les fosses communes ne suffisent plus à contenir les corps. Rien qu'à Moscou, 500 tonnes de cadavres sont incinérées en quinze mois au cimetière du monastère Donskoi. En général, les exécutions



Les éléments de l'« affaire 9414 »

Page de gauche Photographie d'identité, empreintes digitales prises à la prison Taganskaïa de Moscou.

Ci-contre La couverture du dossier – « Affaire N° 9414, début 8 août 1937, clôture 9 août 1937, 23 pages » – et procès-verbal d'interrogatoire.

Ci-dessus Extrait de l'acte d'exécution – « La décision de la troïka de l'OUNKVD de la région de Moscou en date du 19 août 1937 a été appliquée : Gavriil Bogdanov Sergueïevitch a été exécuté le 20 août 1937 ».

Ci-dessous Fosse d'exécution à Boutovo, près de Moscou, où étaient tuées les personnes condamnées à mort dans la capitale et ses environs.

Les originaux des photographies d'identité et des documents d'archives, reproduits dans ce supplément d'après les copies de l'association Memorial, se trouvent dans les archives centrales du FSB et dans les Archives d'Etat de la Fédération de Russie GARF.

tions ont lieu la nuit, dans des « spetskamera » (cellules spéciales) arrosées au jet et saupoudrées de sciure pour absorber le sang des morts. D'autres sont éliminés d'une balle dans la nuque au bord d'une fosse en pleine nature.

Les fonctionnaires du NKVD, le commissariat aux affaires intérieures, rebaptisé par le peuple « Tu ne sais jamais quand tu reviens à la maison », ne font pas dans la dentelle. L'humain est devenu une abstraction, une statistique. Une seule obsession prévaut : remplir les quotas. « Ils arrivaient la nuit, ils arrêtaient les gens. Pour quelle raison ? Pourquoi ? Personne ne le savait », raconte Piotr Zaïtchenko, dont le père, Panteleï, forgeron aux chemins de fer d'Extrême-Orient, fut fusillé à Khabarovsk le 20 mai 1938 à l'âge de 35 ans, sans que sa famille n'en sache rien. En général, le NKVD expli-

tuer. Et pour cause, lui-même avait les mains tachées de sang. En tant que responsable du parti pour la ville de Moscou, il était membre d'une troïka et signait à l'en- vi les arrêts de mort. Sa signature figure d'ailleurs en bonne place sur le jugement de Gavriil Bogdanov, le koulak trop

bavard, fusillé au-dessus de la fosse commune de Boutovo le 20 août 1937.

Sous Khrouchtchev, 450 000 prisonniers furent libérés mais les réhabilitations eurent lieu en catimini et uniquement sur le papier. Pas question d'indemnités ou de réhabilitation sociale ; et pour les morts,

aucune sépulture. La plupart du temps, les autorités faisaient croire aux familles que les prisonniers étaient décédés en détention. Les gens ne savaient pas où leur père, leur frère ou leur mère avait été inhumé.

En 1964, avec l'avènement de Leonid Brejnev, le rideau se referma durablement

sur les massacres de la période stalinienne, soit 15 millions de personnes, rien que pour la collectivisation et la famine de 1930-1932, selon l'historien Robert Conquest. « Un demi-siècle plus tard, les histoires soviétiques de la collectivisation donnent le chiffre exact des pertes en ovins et bovins mais se refusent toujours à donner la moindre indication concernant les pertes humaines », note l'historien dissident Michel Heller dans son ouvrage *La Machine et les rouages* (Gallimard, 1985).

Très vite, ce fut le retour de la chape de plomb. On renouça bientôt à renverser l'idole et Staline s'imposa pour longtemps comme un être mythique qui avait sauvé le pays de la barbarie nazie et du chaos. Il fallut attendre l'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev, en 1985, pour que le système de la Terreur et la condamnation de Staline reviennent à la surface. Les archives s'ouvrirent, les journaux se mirent à publier des pages entières de photos des victimes des purges stalinienne. Le cliché de l'identité judiciaire prit alors tout son sens.

En 1990, Alexandra Bogdanova, qui avait vu son père Gavriil emmené une nuit d'août 1937 et était resté sans nouvelles depuis, osa demander des éclaircissements. A défaut d'en avoir beaucoup, elle réussit à obtenir du FSB, le successeur du NKVD, la date et le lieu de l'exécution. En 1996, elle fut enfin autorisée à prendre connaissance du dossier. On lui remit alors la petite photo prise par l'identité judiciaire huit jours avant la mort du condamné. Elle avait 72 ans. C'était le seul indice en sa possession pour imaginer ce qu'avaient pu être les derniers instants de son père. ■

A Moscou, entassés dans une camionnette, des prisonniers sont asphyxiés par les gaz d'échappement

quait aux familles éplorées que le prévenu avait été condamné à « dix ans de camp sans droit de correspondance » pour expliquer son silence.

La terreur règne en maître, et même les innocents sont coupables. D'ailleurs, depuis le 18 mars 1920, un décret autorise la police politique, alors appelée Vétchéka, à interner des individus apparaissant comme « innocents au terme de l'instruction » dans des camps de travail « pour un délai n'excédant pas cinq ans ». Les quotas d'arrestations, fixés région par région, sont sans cesse revus à la hausse. Un empire concentrationnaire voit le jour, inégalé dans sa dimension.

A Moscou, on innove en asphyxiant des prisonniers entassés dans une camionnette dont les gaz d'échappement sont libérés à l'intérieur de l'habitacle. A Belozersk (région de Vologda), en décembre 1937, on achève 55 condamnés à la hache. A la même époque à Krasnoïarsk (Sibérie) et à Sakhaline (Pacifique), on tue à coups de pierres afin d'économiser les balles.

Dans le jargon des bourreaux, les exécutions sont appelées « noces ». Il faut dire que les commandos de la mort y sont, à la noce, autorisés à consommer tout l'alcool qu'ils veulent et à s'emparer des vêtements, bijoux, argent, montres de leurs victimes. « Pendant la Grande Terreur, on ouvrit même des magasins spéciaux pour privilégiés, dans lesquels on distribuait les objets dérobés », rapporte Tomasz Kizny.

Ce crime de masse, recouvert bientôt par la tragédie de la seconde guerre mondiale (27 millions de morts en URSS), ne fut jamais vraiment dénoncé. Nikita Khrouchtchev, le successeur du « Tsar rouge » mort d'une attaque cérébrale en 1953, condamna le culte de la personnalité de Staline et les errements du système, mais il ne s'appesantit guère sur le sort des millions d'innocents broyés par la machine à

EN RUSSIE COMME AILLEURS, il y a archives et archives. Depuis le début des années 1990, des centres d'archives se sont largement ouverts aux chercheurs, conformément à la nouvelle législation en vigueur depuis 1991. Il s'agit notamment des Archives d'Etat de la Fédération de Russie (GARF), des Archives d'Etat de l'économie (RGAE), des Archives d'Etat de Russie en histoire sociale et politique (RGASPI). Les chercheurs – russes et étrangers – peuvent y consulter les documents des administrations de l'Etat soviétique et du Parti communiste pour la période allant de 1917 au milieu des années 1950. Plus aléatoire est l'accès aux documents postérieurs, conservés aux Archives d'Etat de Russie en histoire contemporaine (RGANI), qui, pour la plupart, n'ont pas été déclassifiés, en vertu de la prescription légale de cinquante ans pour ce type de documents.

Comme par le passé, les chercheurs n'ont toujours aucun accès aux documents des plus hautes instances du Parti, conservés dans les archives présidentiel-

les (au prétexte qu'il s'agit de « documents de travail » qui peuvent être, à tout moment, demandés par l'administration du président de la Fédération de Russie). Très fermées sont aussi les archives du ministère des affaires étrangères, de l'intérieur (MVD) et de la sécurité d'Etat (FSB).

Pour ces deux derniers ministères, des dérogations peuvent être accordées. En vertu de la loi de juin 1993 sur la réhabilitation des victimes des répressions politiques, les membres des familles des personnes réhabilitées peuvent prendre connaissance du dossier de leur proche.

Un chercheur entraîné en justice

Dans le cadre de la publication des « livres de mémoire » (*knigi pamiati*) recensant, région par région, toutes les victimes des répressions stalinienne (des centaines de ces livres ont été publiés par les différentes branches régionales de l'association Memorial), les archives du MVD et du FSB sont tenues de transmettre un nombre minimal de documents permettant l'établissement de ces listes.

C'est ici que la marge de négociation joue, en fonction du rapport de force et du climat politique. Ainsi, dans les années 1990, sous la présidence de Boris Eltsine, l'association Memorial avait pu obtenir une quantité considérable de documents relatifs à la répression, et notamment à la phase paroxystique de celle-ci, la Grande Terreur de 1937-1938. Le siège central de l'association, à Moscou, conserve ainsi un grand nombre de fiches individuelles et de photographies de détenus prises par le NKVD peu après leur arrestation, voire juste avant leur exécution.

Aujourd'hui, le rapport de force politique est beaucoup moins favorable. En 2011, un chercheur de l'université d'Arkhangelsk, Mikhaïl Soupron, qui travaillait à l'établissement de la liste des citoyens soviétique d'origine allemande déportés durant la guerre dans la province d'Arkhangelsk, et le responsable des archives régionales du MVD, Alexandre Doudarev, ont été entraînés devant la justice, le premier pour « atteinte à la vie privée », le second pour « abus de pouvoir

dans l'exercice de ses fonctions ». Si le premier a été relaxé, le second a été condamné à un an de prison avec sursis.

Ce signal politique a été parfaitement compris par les archivistes du MVD et du FSB, qui ont, depuis, encore limité leur coopération avec l'ONG Memorial. Pour les chercheurs étrangers, l'accès aux archives du FSB n'est envisageable que dans le cas d'un projet bilatéral ou multilatéral. Un certain nombre de ces projets comme celui auquel j'ai participé depuis la fin des années 1990 (1) ont pu être menés à terme, avec beaucoup d'alés et de retards. Mais c'est sans doute parce qu'ils avaient été lancés dans les années 1990. Aujourd'hui, de telles collaborations internationales avec les archives du FSB semblent difficilement envisageables. Les temps ont changé. ■

NICOLAS WERTH

(1) « L'Etat soviétique contre les paysans. Rapports secrets de la police politique, 1918-1939 », de Nicolas Werth et Alexis Berelowitch, Tallandier, 2011.



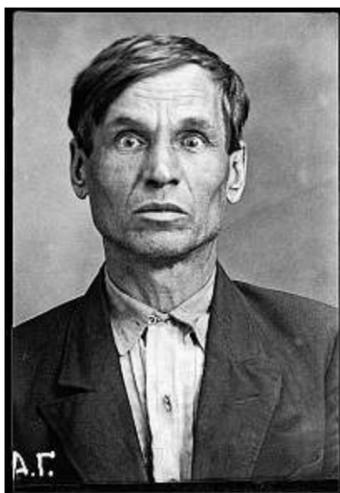
TOMASZ KIZNY

Archives sensibles : au pire fermées, au mieux entrouvertes

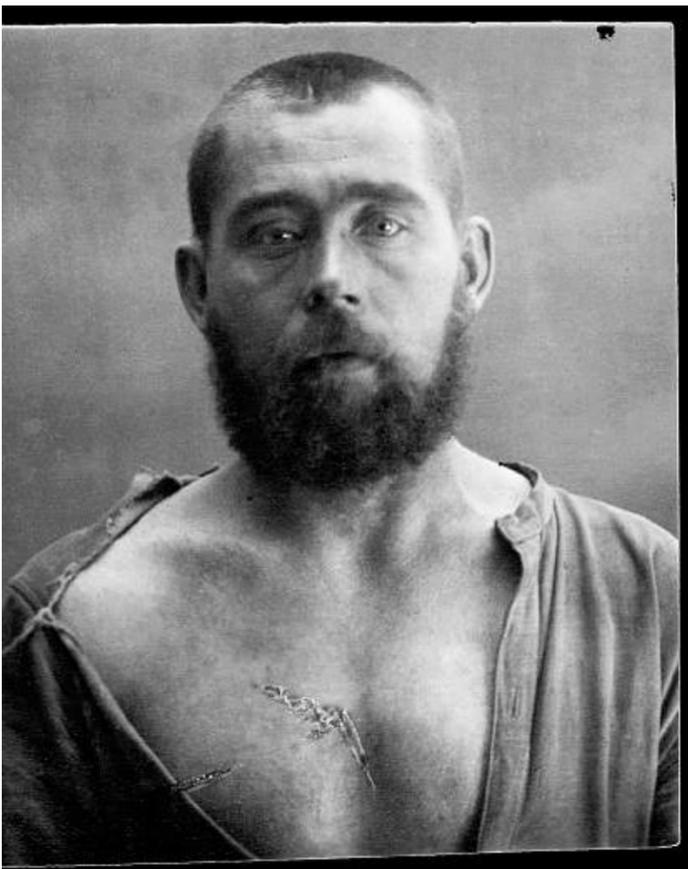
Guermoguen Makarevitch Orlov
Russe, né en 1918 à Toula.
Etudiant en histoire à l'université
de Moscou, sans parti.
Domicilié à Moscou, passage Maly
Kharitonevski 7, app. 3.
Arrêté le 5 septembre 1937.
Condamné à mort
et exécuté le 25 janvier 1938.
Réhabilité en 1957.



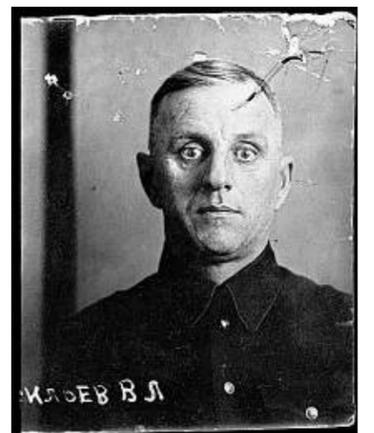
Sergueï Ivanovitch Vassiliev
Russe, né en 1909 dans le village
de Triakhinkino, district
Emelianovski, région de Kalinine.
Sachant à peine lire et écrire,
sans parti, charpentier dans
l'usine de cartons de Sviblovo.
Domicilié dans le village
de Sviblovo, près de Moscou,
foyer des travailleurs, bât. 13,
app. 2. Arrêté le 2 décembre 1937.
Condamné à mort le 4 février 1938.
Exécuté le 8 mars 1938.
Réhabilité en 1989.



Alekseï Grigorievitch Jeltikov
Russe. 1898-1^{er} novembre 1937.
Serrurier.



Vassili Lvovitch Vassiliev
Russe. 1891-3 mars 1939.
Chef de la sécurité au Kremlin.



Alekseï Ivanovitch Zakliakov
Russe. 1915-20 août 1937.
Garçon de ferme.



Barbara Edmoundovna Budkiewicz
Polonaise. 1886-21 août 1937.
Collaboratrice scientifique dans l'édition.

**Nina Aleksandrovna
Torskaïa**
Russe, née en 1893
à Kamenets-Podolski,
Ukraine. Etudes
supérieures, membre
du Parti communiste,
membre de la Haute Cour
de justice. Domiciliée
à Moscou, passage
Pomerantsev 10-12, app. 31.
Arrêtée le 17 mai 1937.
Condamnée à mort
le 22 août 1938.
Exécutée le même jour.
Réhabilitée en 1955.



Dernières traces de la disparition

Portfolio Ces images ont été prises peu avant l'exécution, afin que le bourreau identifie bien la victime

Dans la Russie stalinienne, la liquidation physique de l'homme entraînait avec elle sa liquidation symbolique – l'effacement de toutes les traces de l'existence de la victime, la condamnation à l'oubli, la damnation de la mémoire. Tandis que les notables disparaissaient les uns après les autres des pages des journaux, la collection des photos d'identité judiciaire de dizaines de milliers de victimes des purges enflait, de mois en mois, dans les archives de la police politique soviétique.

Pendant la Terreur, ce portrait collectif social sans précédent concerne toutes les couches de la société sans exception : des personnes sans domicile aux ouvriers, en passant par les paysans, les intellectuels, les membres du clergé, les officiers, les employés, les hauts fonctionnaires du Parti, de l'Etat et des organes de sécurité.

Les photographies expriment l'expérience d'un homme confronté à la menace existentielle de la Terreur totalitaire. Elles traduisent la peur, le désespoir, la résignation, parfois l'étonnement, l'incrédulité, ou la révolte et le mépris. Pour les parents des victimes, elles ressuscitent du néant le dernier regard de leurs proches disparus sans laisser de traces des décennies auparavant. La mémoire saisit et fixe cette dernière image qui devient le souvenir du moment de l'arrestation et de la séparation définitive. Pendant des années, ils reviennent à ces photographies en cherchant une clé leur permettant de comprendre ce que ressentirent et ce que traversèrent leurs proches.

Le rapport du lieutenant de la sécurité d'Etat Michoustine, daté de la fin du mois de mai 1937, est l'un des rares documents accessibles qui donne une idée de l'organisation du service photographique dans les prisons moscovites du NKVD. Quatre prisons – la Loubianka, la Petite Loubianka, Boutyrka et Lefortovo – possédaient une sec-

tion photographique. L'auteur du rapport préconise la mise en place d'un poste supplémentaire. Le texte contient également une formulation selon laquelle les détenus arrivant à la prison Loubianka « ne sont pas photographiés en temps voulu ». On peut en déduire que d'après le règlement, la photographie devait être faite peu de temps après l'arrestation. Mais lorsque la Terreur s'intensifie, cette règle n'est plus observée.

« Prêts pour 19-20 heures »

Dans la prison Taganskaïa, les photographies étaient datées, ce qui permet de confronter la date de réalisation du cliché avec celle de l'exécution ; on découvre alors avec stupéfaction que la majorité des victimes étaient photographiées un ou deux jours avant leur exécution, souvent le jour même.

Certains documents indiquent indirectement que la photographie du condamné était exigée afin de pouvoir l'exécuter dans les règles. L'ordre du commandant de la sécurité d'Etat Vladimir Tsezarski, qui, le 6 avril 1937 – jour de l'exécution de 33 condamnés du Dmitlag, un camp au nord de Moscou –, recommandait à son suppléant Zoubkine de transférer ces derniers dans la prison Boutyrka et de les photographier « de manière à ce que les clichés soient prêts pour 19-20 heures », et aussi de téléphoner au chef de la brigade d'exécution Vassili Blokhine pour le convoquer chez Tsezarski pour 17 heures. Les photographies devaient être prêtes avant que Blokhine ne commence son travail nocturne de bourreau.

Lorsque, au début des années 1990, ces clichés – qui pendant des décennies restèrent cachés dans les archives secrètes soviétiques – virent la lumière du jour pour la première fois, ils devinrent l'un des témoignages visuels les plus éloquentes des crimes du communisme soviétique. ■

TOMASZ KIZNY

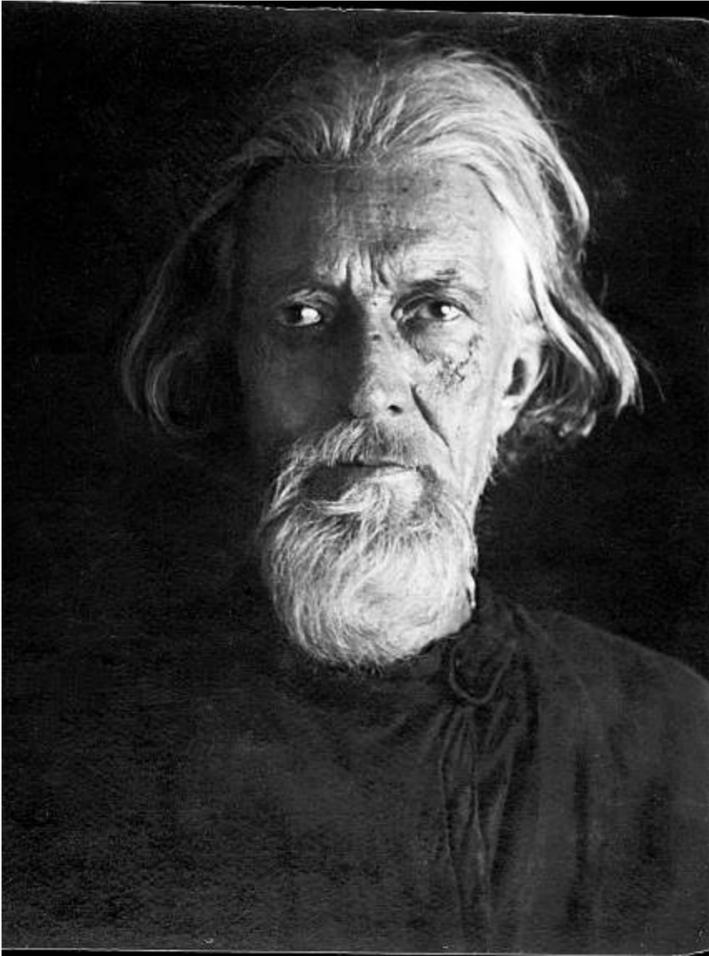


Vassili Ananievitch Kapranov
Russe. 1891-28 octobre 1937.
Directeur adjoint d'établissements sucriers.



Anna Moisseïevna Bitter
Polonaise. 1900-21 octobre 1937.
Enseignante de géographie.

Fiodor Ivanovitch Eikhmans
(Teodors Eihmans)
Letton, né en 1897 dans le village de Vets-loudoup, dans le district de Goldingen, région de Courlande. Etudes élémentaires. A partir de 1918, membre du Parti communiste. Chef du camp des îles Solovki de 1923 à 1928 ; premier chef du goulag en 1930 ; à partir de 1932, chef adjoint du bureau spécial (contrôle du secret) de la sécurité d'Etat de l'URSS ; chef du bureau des codes secrets et de la cryptographie du NKVD. Domicilié à Moscou, rue Petrovka 25a, app. 29. Arrêté le 22 juillet 1937. Condamné à mort le 3 septembre 1938. Exécuté le même jour. Réhabilité en 1956.



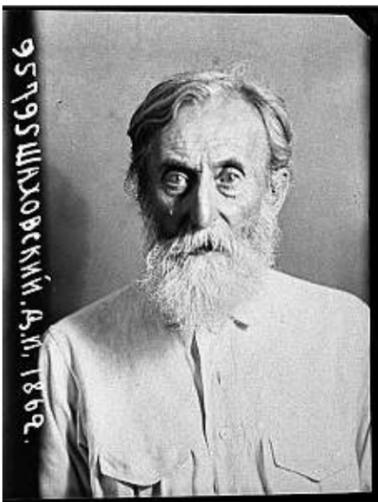
Semion Nikolaïevitch Kretchkov
Russe, né en 1876 dans le village de Ponizovie, district Vereïski, région de Moscou. Etudes secondaires, sans parti, prêtre de l'église orthodoxe du village de Bykovo, district Ramenski, région de Moscou. Domicilié au village de Bykovo, rue Peredniaia. Arrêté le 1^{er} novembre 1937. Condamné à mort le 15 novembre 1937. Exécuté le 25 novembre 1937. Réhabilité en 1989.



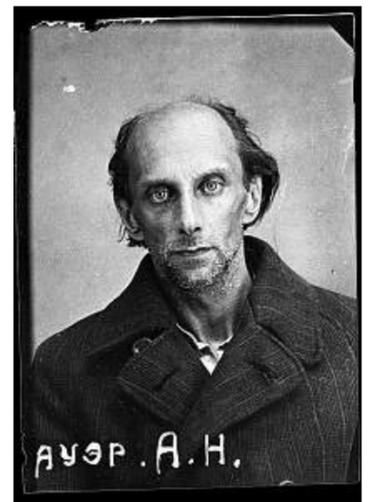
Evguenia Iouzefovna Belina
Polonaise. 1906-19 décembre 1937.
Traductrice pour la presse.



Maria Aleksandrovna Pappé
Lituanienne. 1899-22 mars 1940.
Chef de bureau spécial du NKVD.



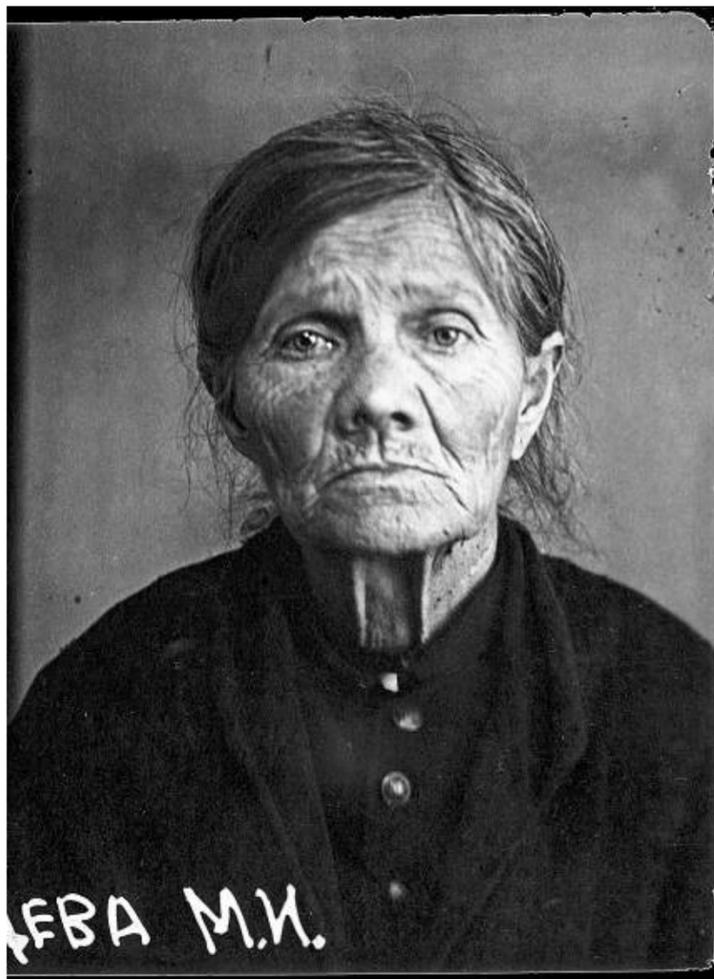
Dmitri Ivanovitch Chakhovskoi
Russe. 1861-14 avril 1939.
Philologue à la retraite.



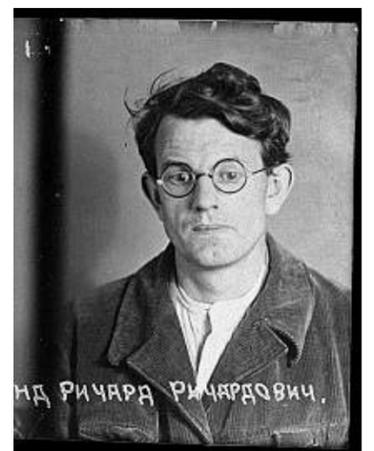
Alekseï Nikolaïevitch Bauer
Russe. 1895-4 août 1937.
Artiste.



Stanislaw Rytchardovitch Budkiewicz
Polonais. 1887-21 septembre 1937.
Service de renseignement de l'armée.



Marfa Ilinitchna Riazantseva
Russe, née en 1866 dans le village de Kosafort, près de Makhatchkala, Daghestan. Sachant à peine lire et écrire, sans parti, retraitée. Domiciliée à Moscou, rue Mechtchanskaïa 62, app. 26. Arrêtée le 27 août 1937. Condamnée à mort le 8 octobre 1937. Exécutée le 11 octobre 1937. Réhabilitée en 1989.



Richard Richardovitch Holland
Britannique. 1907-10 mars 1939.
Correcteur.

Une mémoire incomplète et refoulée

En Russie, le souvenir du Staline vainqueur des nazis gêne l'écriture d'une histoire raisonnée de la Terreur

Ce qui caractérise la mémoire de la Terreur, c'est qu'elle est avant tout incomplète. Peu de gens se rendent compte que la Terreur avait ses instigateurs, ses organisateurs, ses responsables exécutants. Et surtout que tous ces crimes furent commis par un pouvoir d'Etat et au nom d'un Etat. Certes, il n'existe aucun acte juridique officiel selon lequel les campagnes de terreur ou certains actes de terreur étatique pourraient être qualifiés de criminels.

Il n'est pas simple de séparer les bourreaux des victimes dans la terreur soviétique. Prenons l'exemple des secrétaires de parti des comités régionaux pendant la Grande Terreur : en août 1937, ils étaient tous sans exception membres des troïkas et signaient des verdicts d'exécution à la pelle ; mais, dès novembre 1938, la moitié d'entre eux étaient passés par les armes.

Les « bourreaux » n'ont absolument pas été fixés dans la mémoire collective comme des crapules univoques : d'accord, untel a participé à la Terreur, mais il a tout de même fait construire des usines, des jardins d'enfants, des hôpitaux, et il surveillait personnellement la qualité de la nourriture dans les cantines ouvrières... Quant à son destin ultérieur, il suscite même une certaine compassion.

Cette incapacité de circonscrire le Mal empêche pour une grande part la formation d'une mémoire de la Terreur digne de ce nom. Il existe une autre cause importante du caractère problématique de la mémoire de la Terreur en Russie : aujourd'hui, cette mémoire n'est plus constituée de souvenirs personnels, les témoins ayant presque tous disparu.

Un assortiment d'images collectives du passé, formées non plus de souvenirs personnels ou familiaux, mais de mécanismes socio-culturels divers, prend le relais de ces souvenirs. La politique historique, l'acharnement de l'élite politique postsoviétique visant à créer une image du passé dont s'accommoderait autant le pouvoir qu'elle-même, constitue l'un de ces mécanismes essentiels.

Dans la conscience populaire russe, deux images de l'époque stalinienne se forgeront en un violent paradoxe : celle d'un régime criminel responsable de décennies de terreur étatique, et celle de l'époque des conquêtes glorieuses et des grandes réalisations, parmi lesquelles, évidemment, la victoire principale de la Grande Guerre patriotique occupait la première place.

La victoire, c'est l'époque de Staline, et la Terreur, c'est l'époque de Staline. Il est impossible de concilier ces deux images du passé, à moins d'en écarter une ou tout au moins de ne pas la rectifier. Et c'est ce qui se passa : la mémoire de la Terreur s'estompée. Elle ne disparut pas complètement, mais elle fut refoulée à la périphérie de la conscience populaire.

Un phénomène similaire s'est produit dans la conscience occidentale. La place de Crime du siècle est déjà occupée : par les crimes nazis. La Terreur soviétique se trouve reléguée dans des zones lointaines, pire encore, une attention soutenue à son égard est souvent perçue comme une tentative d'amoindrir les crimes nazis. Au bout du compte, l'expérience tragique du stalinisme n'est pas vraiment assimilée par la conscience occidentale.

La mémorialisation de la Terreur suppose d'identifier et de préserver les « lieux de mémoire ». A ce jour, il s'agit presque exclusivement de lieux d'inhumation : fosses communes, et parfois grands cimetières des camps.

Mais le secret qui entourait les exécutions était tellement grand, les sources sur le sujet sont si difficiles à mettre au jour et donc si rares qu'à l'heure actuelle nous ne connaissons qu'une centaine de nécropoles des victimes de 1937-1938 – d'après nos estimations, cela représente moins d'un tiers de leur nombre global. Quant aux cimetières des camps, nous n'en connaissons que quelques dizaines parmi les milliers ayant existé. Pourtant, les cimetières sont la mémoire des victimes.

Dans les nouveaux manuels scolaires d'histoire, le thème du stalinisme est présenté comme un phénomène systémique. Cela pourrait être un progrès. Mais la Terreur y apparaît comme un instrument historiquement déterminé et sans alternative, qui a permis de résoudre des problèmes d'Etat. Une telle conception n'exclut pas la compassion à l'égard des victimes du Moloch de l'Histoire, mais elle interdit catégoriquement le questionnement sur le caractère criminel de la Terreur et le responsable du crime.

Ceci n'est pas la conséquence d'une volonté d'idéalisation de Staline, mais un effet collatéral natu-

Dans les manuels scolaires, la Terreur apparaît comme un instrument qui a permis de résoudre des problèmes d'Etat

rel d'une réponse à un problème totalement différent : la confirmation de l'idée bien ancrée du bon droit du pouvoir de l'Etat. Le pouvoir se trouve au-dessus des lois morales et juridiques. Il n'a pas de comptes à rendre à la justice étant donné qu'il est guidé par des intérêts d'Etat situés au-dessus des intérêts de l'homme et de la société, au-dessus de la morale et du droit. L'Etat a toujours raison – du moins quand il règle ses comptes avec ses ennemis. Cette idée imprègne les nouveaux manuels scolaires du début à la fin, et pas seulement lorsqu'il s'agit de répressions.

Nous avons pu nous convaincre que la mémoire de la Terreur dans la Russie contemporaine existe. Mais cette mémoire est morcelée, fragmentaire, refoulée, assortie d'innombrables réserves et jugements moraux douteux. Cette mémoire, verra-t-elle le jour, dans toute sa plénitude, en accord avec la connaissance historique, analysée sur la base de critères moraux et juridiques, intégrée à la conscience nationale comme élément à valeur culturelle et politique ?

Autre question : en l'absence d'une mémoire historique digne de ce nom, l'apparition d'un système normal de valeurs sociales, dans lequel la vie, la liberté et la dignité humaine seraient absolument prioritaires par rapport aux intérêts du pouvoir d'Etat, est-elle possible ? Ces deux questions sont directement en rapport avec les problèmes actuels qui se posent à la société russe. ■

ARSENI ROGUINSKI



Le ravin Kachtak, près de l'ancienne prison du NKVD, à Tomsk, dans le centre du pays. On estime à près de 10 000 le nombre de corps dans ce charnier.

TOMASZ KIZNY



Le fleuve Ob, à Kolpachevo, dans le centre du pays. En 1979, un effondrement de la berge mit au jour des fosses communes. Leur emplacement se trouve aujourd'hui à quelques dizaines de mètres de la rive, au milieu du lit actuel du fleuve. Parmi les quelque 4 000 victimes enterrées ici, 1 445 ont été identifiées.

TOMASZ KIZNY

Entrepôts de la coopérative de construction Zodtchie, à Tioumen, près de la frontière kazakhe, sur le territoire de l'ancien cimetière Zatioumen-skoïe, où le NKVD enterrait les cadavres des victimes en 1937-1938. Le nombre de corps s'élève à 2 000 environ.

TOMASZ KIZNY

Forêt près de la route entre Medvejiegorsk et Povenets, en République de Carélie, près de la frontière finlandaise. Au moins 6 786 personnes identifiées ont été exécutées et ensevelies ici. L'endroit a été baptisé Sandarmokh en 1997, d'après un toponyme des environs signifiant « le marais de Zakhhar ».

TOMASZ KIZNY



« Le département d'Etat américain publie le rapport secret »

Archives A partir du 6 juin 1956, « Le Monde » fait paraître en plusieurs volets le texte intégral du rapport de Khrouchtchev au 20^e congrès du Parti communiste. Si Staline y est très critiqué, la Grande Terreur n'apparaît pas dans toute son ampleur. Extraits

Le département d'Etat américain a rendu public lundi soir [4 juin 1956] le texte intégral du rapport présenté par M. N. S. Khrouchtchev le 25 février 1956 au cours d'une réunion secrète du vingtième congrès du Parti communiste de l'Union soviétique. De nombreuses indiscretions avaient déjà filtré sur ce rapport, qui a été diffusé abondamment parmi les partis communistes de l'URSS et des démocraties populaires.

Jusqu'à présent cependant il avait été impossible aux gouvernements occidentaux d'avoir le texte lui-même de ce passionnant document. Cette lacune a été comblée, et le gouvernement américain a pu mettre la main sur un exemplaire de la copie du rapport établie à l'usage des chefs communistes à l'étranger. Le département d'Etat, en publiant ce texte, déclare qu'il ne peut en garantir l'authenticité.

En fait, tout recoupe son contenu, dont une analyse serrée est, croyons-nous savoir, aux mains du gouvernement français depuis déjà un mois. *Le Monde* croit nécessaire d'entreprendre la publication intégrale de ce document extraordinaire, dont l'agence United Press a assuré dans de très courts délais la transmission et la traduction. Sa connaissance est indispensable à qui veut comprendre l'histoire de ces dernières années. ■

(6 juin 1956.)

La Grande Terreur : face publique, face secrète

La découverte, en 1992, dans les archives soviétiques, des résolutions du Politburo et des ordres du NKVD a bouleversé la connaissance de la Grande Terreur qu'avaient les historiens. Jusqu'alors, comme le montrent ces archives de « Monde », seuls les « procès de Moscou » (de 1936 à 1938) étaient connus, ainsi que les procès de dirigeants locaux et les purges des élites politiques, économiques et militaires.

Qui s'opposait à Staline était voué à l'annihilation

Empêcher tout retour de ce qui s'est passé avec Staline

« Staline n'agissait pas par persuasion, au moyen d'explications et de patiente collaboration avec les gens, mais en imposant ses conceptions et en exigeant une soumission absolue à son opinion. Quiconque s'opposait à sa conception ou essayait d'expliquer son point de vue et l'exactitude de sa position était destiné à être retranché de la collectivité dirigeante et voué par la suite à l'annihilation morale et physique. Cela fut particulièrement vrai pendant la période qui a suivi le 17^e congrès, au moment où d'éminents dirigeants du Parti et des militants, honnêtes et dévoués à la cause du communisme, sont tombés, victimes du despotisme de Staline. »

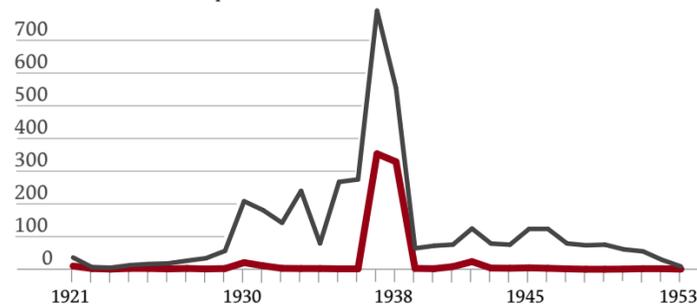
Invention de la notion d'« ennemi du peuple »

« C'est pendant cette période (1935-1937-1938) qu'est née la pratique de la répression massive au moyen de l'appareil gouvernemental, d'abord contre les ennemis du léninisme – trotskistes, zinovévistes, boukhariniens –, depuis longtemps vaincus politiquement par le Parti, et également ensuite contre de nombreux communistes honnêtes, contre les cadres du Parti qui avaient porté le lourd fardeau de la guerre civile et des premières et très difficiles années de l'industrialisation et de la collectivisation, qui avaient activement lutté contre les trotskistes et les droitières pour le triomphe de la ligne du parti léniniste.

Staline fut à l'origine de la conception de l'« ennemi du peuple ». Ce terme rendit automatiquement inutile d'établir la preuve des erreurs idéologiques de l'homme ou des hommes engagés dans une controverse ; ce terme rendit possible l'utilisation de la répression la plus cruelle, violant toutes les normes de la légalité révolutionnaire, contre quiconque, de quelque manière que ce soit, n'était pas d'accord avec lui ; contre ceux qui étaient seulement sus-

790 665 condamnés en 1937, dont 353 074 à la peine de mort

Condamnations prononcées par les juridictions d'exception de la police politique, dont les condamnés à une peine de mort, en milliers



SOURCE : N. WERTH, LA TERREUR ET LE DÉSARROI : STALINE ET SON SYSTÈME, PERRIN, 2007

pects d'intentions hostiles, contre ceux qui avaient mauvaise réputation.

Ce concept d'ennemi du peuple éliminait en fait la possibilité d'une lutte idéologique quelconque, de faire connaître son point de vue sur telle ou telle question, même celle qui avait un caractère pratique. Pour l'essentiel et en fait la seule preuve de culpabilité dont il était fait usage, contre toutes les normes de la science juridique actuelle, était la « confession » de l'accusé lui-même ; et, comme l'ont prouvé les enquêtes faites ultérieurement, les « confessions » étaient obtenues au moyen de pressions physiques contre l'accusé.

Il faut bien dire qu'en ce qui concerne les personnes qui, de leur temps, s'étaient opposées à la ligne du Parti, il n'y avait souvent pas suffisamment de raisons sérieuses pour leur annihilation physique. La formule « ennemi du peuple » avait été créée précisément dans le but d'anéantir physiquement ces individus. »

Staline violait toutes les formes de la légalité et de la moralité

« Il [Staline] avait renoncé à la méthode léniniste consistant à convaincre et à éduquer ; il avait abandonné la méthode de la lutte idéologique pour celle de la violence administrative, des répressions massives

et de la terreur. Il agissait, sur une échelle toujours plus grande et d'une manière toujours plus inflexible, par le truchement d'organismes punitifs, violant souvent en même temps toutes les normes existantes de la moralité et de la législation soviétiques.

Le comportement arbitraire d'une personne encouragea et permit l'arbitraire chez d'autres. Des arrestations et des déportations massives de plusieurs milliers de personnes, des exécutions sans procès et sans instruction, créèrent des conditions d'insécurité, de peur, et même de désespoir. » ■

(6 juin 1956.)

98 membres du comité central ont été fusillés

Des procès montés de toutes pièces

« Les intentions de Staline à l'égard du Parti et de son comité central devinrent pleinement évidentes après le 17^e congrès du Parti, qui eut lieu en 1934. Ayant à sa disposition de nombreux renseignements faisant la preuve d'intentions brutales à l'égard des cadres du Parti, le comité central a créé une commission chargée d'enquêter et d'établir ce

qui avait rendu possibles les répressions de masse contre la majorité des membres du comité central et les suppléants élus au 17^e congrès du Parti communiste (bolchevik) de l'Union soviétique.

La commission avait eu connaissance d'une grande quantité de matériel des archives du NKVD et d'autres documents, et établi de nombreux faits relatifs à la « fabrication » de procès contre des communistes, à de fausses accusations, à de criants abus contre la légalité socialiste – qui eurent pour conséquence la mort d'innocents. »

Sous la torture, des innocents s'accusaient eux-mêmes

« Il devint évident que de nombreux activistes du Parti, des soviets et de l'économie qui avaient été traités d'ennemis en 1937-1938 ne furent en fait jamais ni des ennemis, ni des espions, ni des saboteurs, mais toujours d'honnêtes communistes ; on n'avait fait que les accuser de ces crimes, et, souvent incapables de supporter plus longtemps des tortures barbares, ils s'accusaient eux-mêmes (sur l'ordre des juges d'instruction, des falsificateurs) de toutes sortes de crimes graves et improbables.

Il a été établi que, des 139 membres et suppléants du comité central du Parti qui avaient été élus au 17^e congrès, 98 avaient été arrêtés et fusillés, c'est-à-dire 70 % (pour la plupart en 1937-1938). (*Indignation dans la salle.*) »

Un sort identique fut réservé non seulement aux membres du comité central, mais aussi à la majorité des délégués du 17^e congrès ; des 1 966 délégués, soit avec droit de vote, soit avec voix consultative, 1 108 personnes, c'est-à-dire nettement plus que la majorité, ont été arrêtées sous l'accusation de crimes contre-révolutionnaires. Ce fait même montre combien folles et contraires au bon sens étaient les accusations de crimes contre-révolutionnaires portées, comme on peut en juger maintenant, contre une majorité des participants au 17^e congrès du Parti. (*Indignation dans la salle.*) » ■

(7 juin 1956.)

Un massacre dicté par la paranoïa du régime

Jusqu'à l'absurde le plus tragique, tout prétexte était bon pour éliminer les ennemis présumés de la révolution

L'arrestation et l'exécution d'un pourcentage souvent très élevé des cadres communistes ne représentèrent qu'une petite fraction (7 à 8%) de l'ensemble des arrestations et des exécutions de la Grande Terreur. Tandis que les rituels d'anéantissement des « ennemis du peuple » envahissaient la sphère publique, les groupes opérationnels du NKVD mettaient en œuvre les « opérations secrètes de masse », décidées et mises au point par Staline, Nikolai Iejov, le commissaire du peuple à l'intérieur, et les plus proches collaborateurs de Staline, avec pour objectif d'éradiquer des éléments considérés comme étrangers ou nuisibles dans un projet d'homogénéisation de la société socialiste, à un moment jugé critique.

Staline était persuadé de l'imminence d'un conflit international auquel l'URSS ne pourrait se soustraire. Cette perspective lui rappelait l'une des grandes leçons politiques léguées par Lénine : la nécessité d'éliminer à l'avance, par une « frappe prophylactique », tous les « ennemis intérieurs » perçus comme autant de recrues potentielles d'une mythique « cinquième colonne de saboteurs et d'espions ».

La plus importante de ces opérations, lancée par l'ordre opérationnel du NKVD n° 00447 en date du 30 juillet 1937 et entrée dans le vocabulaire codé du NKVD sous le nom d'« opération Koulak », ciblait une cohorte d'« ennemis » aux contours particulièrement flous : les « ex-koulaks, éléments criminels et autres contre-révolutionnaires ». Tous ces individus devaient être répartis en deux catégories : les « plus actifs » dans la catégorie I, les « moins actifs, mais néanmoins hostiles » dans la catégorie II. Les individus classés dans la catégorie I devaient être « immédiatement arrêtés et après passage de leur dossier devant une *troïka* [juridiction d'exception de la police politique, composée de trois membres], fusillés ». Ceux classés en catégorie II devaient être « arrêtés et envoyés en camp pour une durée de dix ans ».

L'ordre n° 00447 présentait ensuite des quotas, région par région, du nombre d'individus à réprimer. Selon les chiffres du NKVD, 767 000 personnes furent condamnées, dont 387 000 à la peine de mort, dans le cadre de cette opération.

Staline et Iejov lancèrent également une dizaine d'« opérations nationales ». Le

Fabriqués de toutes pièces, les dossiers étaient transmis à un tribunal d'exception qui examinait plusieurs centaines de cas en une seule séance

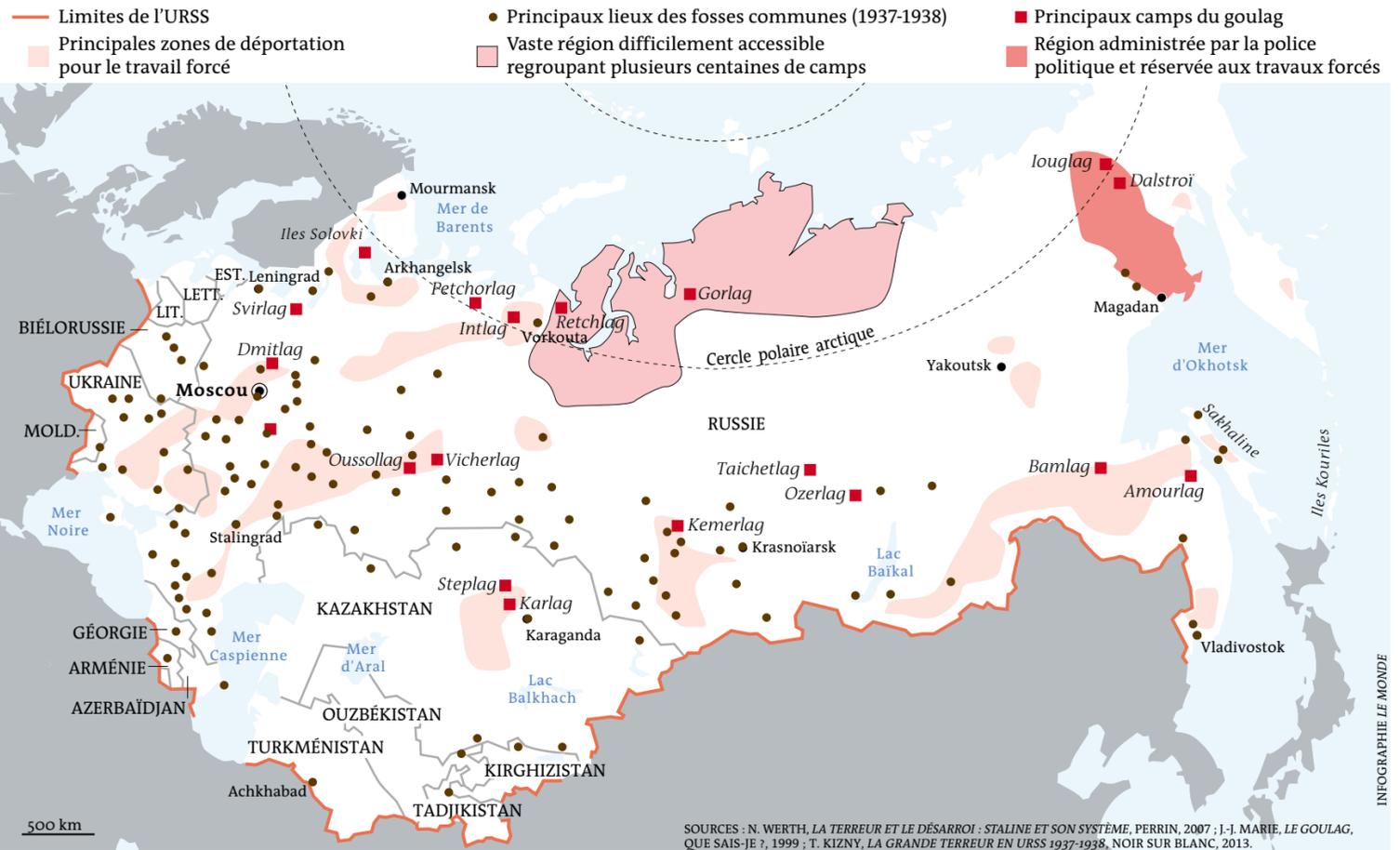
25 juillet 1937 débuta l'« opération allemande » visant « les agents allemands, saboteurs, espions et terroristes travaillant pour le compte de la Gestapo ». En quinze mois, 57 000 personnes furent arrêtées à ce titre, dont 42 000 furent exécutées.

Le 11 août 1937, Nikolai Iejov envoya une nouvelle directive destinée à mettre en œuvre la « liquidation totale des réseaux d'espions et de terroristes de l'Organisation militaire polonaise ». Cette opération allait se solder par l'arrestation, en quinze mois, de 144 000 personnes, dont plus de 111 000 furent condamnées à mort. Parmi les minorités nationales, la diaspora polonaise paya le plus lourd tribut à la Grande Terreur : un cinquième des 700 000 citoyens soviétiques d'origine polonaise recensés en URSS en 1937 furent condamnés, et la plupart exécutés.

Une troisième opération nationale avait pour cible un groupe suspect d'entretenir des liens avec le Japon, les « Harbiens », ex-employés et cheminots de la Compagnie des chemins de fer de Chine orientale, basée à Harbin, et qui, après la cession de la ligne au Japon, avaient été rapatriés, comme citoyens soviétiques, en URSS. Au total, 33 000 personnes furent condamnées dans ce cadre, dont plus de 21 000 furent exécutées.

En octobre-novembre 1937, le NKVD déclencha cinq autres opérations de ce type – lettone, finlandaise, grecque, roumaine et estonienne. Selon les statistiques du NKVD, 335 513 individus furent condamnés dans le cadre des opérations nationales. Sur ce nombre, 247 157, soit 73,6% – une proportion bien plus élevée que pour l'opération n° 00447 –, furent exécutés.

Géographie de la terreur stalinienne



Outre les suppléments de quotas accordés à la demande des responsables régionaux zélés, Staline et Iejov prenaient l'initiative d'augmenter les quotas de manière globale : ainsi, le 15 octobre 1937, ils allouèrent à 58 régions et républiques des quotas supplémentaires concernant 120 320 « individus à réprimer ». Chaque équipe devait remplir son plan chiffré d'arrestations et monter des affaires groupées de « contre-révolutionnaires », d'« espions » et de « terroristes » passés aux aveux. Ceux-ci étaient obtenus au terme de tortures et d'interrogatoires ininterrompus.

La mise en œuvre des opérations nationales obligea les agents du NKVD à déployer une inventivité sans borne. A Gorki (aujourd'hui Nijni-Novgorod, à l'est de Moscou), le chef régional du NKVD eut la lumineuse idée d'inverser la catégorie introuvable d'« ex-prisonniers de guerre allemands restés en URSS » en « ex-prisonniers russes de la guerre impérialiste ayant été en captivité en Allemagne », ce qui permit à ses agents d'arrêter plusieurs centaines d'anciens combattants de la Grande Guerre.

Les dossiers ainsi fabriqués étaient transmis à un tribunal d'exception, siégeant à huis clos. Au cours d'une seule

séance, celui-ci examinait plusieurs centaines de dossiers. La sentence ne pouvait être que la peine de mort ou l'envoi pour dix ans au goulag.

Comment identifier les victimes ? Les historiens ont identifié des groupes sociaux et des zones à risque. Les groupes à risque comprenaient tout ancien membre du Parti bolchevique exclu pour telle ou telle « déviation » politique, ainsi que tout fonctionnaire ayant une origine sociale non prolétarienne ou ayant suivi un parcours politique hétérodoxe, c'est-à-dire non bolchevique. Étaient particulièrement vulnérables tous ceux qui avaient déjà été fichés par la police politique et notamment : les « déplacés spéciaux », déportés au cours des années précédentes vers un certain nombre de régions inhospitalières du pays ; les membres du clergé (90% des quelque 30 000 serviteurs du culte furent arrêtés) ; les anciens membres du Parti socialiste révolutionnaire (la quasi-totalité d'entre eux, tous fichés, fut condamnés à mort).

Vulnérables aussi étaient ceux que les autorités désignaient sans ambages comme « gens du passé » (*byvchie*). Cette catégorie regroupait des personnes qui avaient en commun d'avoir reçu une édu-

cation secondaire, voire universitaire, et surtout d'avoir fait partie des élites sous l'ancien régime tsariste.

Il existait aussi des lieux professionnels à risque. Il s'agissait avant tout des entreprises travaillant pour la défense nationale, mais aussi de toute entreprise particulièrement accidentogène : mines, métallurgie, chantiers de construction, chemins de fer. Pour les enquêteurs du NKVD, rouvrir et criminaliser les dossiers relatifs à des accidents industriels permettait de fabriquer aisément des affaires groupées de « saboteurs » et de « diversionnistes ».

La Grande Terreur prit fin comme elle avait débuté : sur une résolution secrète du Politburo datée du 17 novembre 1938. Ce texte stoppait toutes les opérations répressives de masse et critiquait les « défauts majeurs » dans le travail de la police politique. Ceux-ci étaient expliqués ainsi : des « ennemis du peuple » s'étaient « faufilets » dans le NKVD pour y développer leurs activités subversives. Quelques jours plus tard, Nikolai Iejov démissionna de toutes ses fonctions. La *Pravda* annonça laconiquement que le commissaire du peuple à l'intérieur avait été relevé de ses fonctions pour raisons de santé. ■

NICOLAS WERTH

Référence et événement

Livre *La Grande Terreur en URSS, 1937-1938*, de Tomasz Kizny, Nicolas Werth, Arseni Roguinski, Christian Caujolle. Avant-propos de Sylvie Kauffmann. Editions Noir sur blanc, 412 p., 40 €.

Soirée Les éditions Noir sur blanc, le Bal et *Le Monde* organisent, mercredi 13 mars à partir de 20 heures, une soirée (rencontre, projection, débat) consacrée à la Grande Terreur, en présence des auteurs du livre. Centre d'exposition du Bal, 6, impasse de la Défense, Paris 18°. Entrée libre. Réservation : contact@le-bal.fr

Lire aussi *L'ivrogne et la marchande de fleurs. Autopsie d'un meurtre de masse, 1937-1938*, de Nicolas Werth. Points « Histoire », 335 p., 9,60 €.

« Ils ont emmené papa à l'aube et nous ne l'avons plus jamais revu »

NELLI KONSTANTINOVNA KALININA Fille du constructeur d'avions Konstantin Alekseïevitch Kalinine, fusillé en 1938



« Mon père était un remarquable constructeur, un homme d'une grande bonté et très généreux. Je l'ai pleuré toute ma vie. C'est un pays de criminels. On ne peut ni l'accepter, ni l'oublier, ni pardonner. »

« J'étais encore toute petite lorsque mon père m'a emmenée au bord de la mer, à Odessa. Et, depuis, je n'ai pensé à rien d'autre et j'ai toujours rêvé de mer et de bateaux. Après la mort de Staline, j'ai fait mes études au département de l'armée et de la marine, j'ai travaillé ensuite à l'Institut de la marine à Moscou.

Bien des années plus tard, alors que mon père était réhabilité depuis longtemps, j'étais toujours considérée par le pouvoir comme « un élément suspect » et c'est la raison pour laquelle, jusqu'en 1972, je n'ai pas été autorisée à participer aux expéditions océanographiques hors de nos frontières. Ce n'est que plus tard que j'ai pu naviguer sur les mers du monde entier : les océans Indien, Atlantique, Pacifique, Antarctique. C'était une grande joie.

Dans l'enfance, mon père avait éveillé mon intérêt pour les étoil-

les, j'avais appris les noms de toutes les constellations. Ensuite, pendant mes voyages sur les mers lointaines, avec la voûte étoilée au-dessus de ma tête, j'étais dans mon élément. Mon père voulait que je joue au tennis, je ne l'ai pas oublié, et je l'ai fait jusqu'à 73 ans. Je l'aimais énormément.

« Maman était comme folle »

Lorsque le NKVD a fait sa perquisition, je suis restée debout à ses côtés dans son bureau pendant toute la nuit, j'avais alors 12 ans. Maman était comme folle. Ils ont emmené papa à l'aube et nous ne l'avons plus jamais revu. Après l'arrestation de mon père, ils ont fait loger une famille de plus dans notre maison. Maman n'avait pas de travail, on ne voulait l'accepter nulle part, elle a planté des pommes de terre dans le jardin qui jouxtait la maison pour qu'on ait quelque chose à manger.

Un jour, alors que je rentrais de l'école, le nouveau locataire était en train d'arracher les plants de patates. Ma mère criait : « Mais que faites-vous, je n'aurai plus rien à donner à manger à mes enfants ! » Et lui de répondre : « Chienne d'espionne ! » Il l'avait fait exprès pour que la famille d'un espion n'ait rien à manger. C'était un comportement typique de cette époque.

Ma mère aimait beaucoup mon père. Après son arrestation, plus rien n'avait de sens pour elle. A peine un an plus tard, elle est tombée gravement malade, elle se mourait. Elle m'a dit un jour : « J'aimerais tellement manger des prunes. » Nous avions en tout et pour tout trois roubles, je suis allée à Moscou pour acheter des prunes. Dans la queue, je me suis fait voler, je me souviens aujourd'hui encore du visage de ce voleur qui a pris ses trois derniers roubles à une fillette en riant. C'est un peuple comme ça. ■